



IDÉES



CHRONIQUE | PAR PHILIPPE ASKENAZY

Pourquoi il faut annuler le bac 2021

Hor mis dans une minorité d'établissements, essentiellement privés, les lycéens ont connu une année scolaire particulièrement perturbée. Par manque de matériel, de formation ou de volonté, les professeurs n'ont pu massivement pratiquer un enseignement hybride lorsque les jauges imposaient des demi-groupes. Entre difficultés techniques et limites pédagogiques inhérentes à l'exercice, les cours en distanciel n'ont pu apporter une formation quantitative et qualitative similaire aux cours « normaux ». Les lacunes accumulées sont actées par le ministère puisque, lors du grand oral du bac, les candidats pourront, face au jury, se munir d'une lettre exposant quelles parties du programme n'ont pas été abordées.

Ce contexte interroge la pertinence d'organiser des épreuves du bac (notamment philosophie et grand oral en terminale, français en 1^{re}) en juin.

En économie, deux grandes visions de l'éducation cohabitent. D'un côté, le diplôme serait un filtre et un signal donné aux employeurs : l'éducation permet de sélectionner chacun selon son investissement dans le travail ou son intelligence. Le diplôme révèle les informations sur les capacités intrinsèques d'un individu. Il comble l'asymétrie d'information entre employeur et offreurs de travail. C'est à ce titre qu'en France des grilles salariales conventionnelles se référant aux diplômes ont été construites et acceptées par les employeurs. La crédibilité du signal – le diplôme – et la finesse du filtre sont alors essentielles. Est-ce que le maintien des épreuves cette année y participe ? Le taux

de réussite au bac sera bien supérieur à 90 %. Un écrit de philosophie dont la note ne sera pas retenue si elle est inférieure à celle du contrôle continu et une nouvelle épreuve orale aux règles fluctuantes ne peuvent qu'achever de brouiller le signal. Dans ces conditions, on peut aussi douter de leur intérêt pédagogique.

Justement, selon une vision alternative, l'éducation est avant tout une forme d'investissement qui s'accumule pour composer ce que l'économiste américain Gary Becker (1930-2014) a qualifié de « capital humain ». Outre la quantité, la qualité de la formation est fondamentale. Elle augmente la productivité individuelle et plus encore participe à d'importantes externalités positives qu'illustrent notamment les théories de la croissance : pour innover, l'économie a besoin d'une masse critique d'ingénieurs et de chercheurs ; pour utiliser ces innovations et s'y adapter, entreprises et administrations doivent disposer d'une main-d'œuvre bien formée à tous les niveaux. Cet investissement assure donc des rendements à la fois à l'individu et à la société. Le rendement social est d'ailleurs un argument-clé pour une éducation publique gratuite.

Trois semaines utiles de perdues

Les stigmates éducatifs de la crise sanitaire risquent ainsi de peser longtemps sur l'économie française. Pour les limiter sur le court terme, la priorité devrait être la préparation des jeunes à l'année prochaine et d'essayer de combler leurs lacunes. L'inquiétude est vive dans les universités où seront accueillis les nouveaux bacheliers qui

auront subi deux années consécutives sous Covid. D'autant que, si les vacances d'été sont prévues le 7 juillet, les lycéens de 1^{re} et de terminale quitteront bien avant les bancs du lycée au nom de la préparation du bac. Plus absurde encore, les lycéens de 2^{de} des établissements centres d'examen le quitteront vers le 12 juin, bien qu'ils ne passent aucune épreuve. Plus de trois semaines utiles seront ainsi perdues alors que l'amélioration des conditions sanitaires aurait pu permettre une reprise en jauge quasi normale. Les familles qui le pourront financièrement se tourneront alors vers les officines privées de remise à niveau, qui déploient déjà leurs offres durant ces semaines perdues.

Sans intérêt en termes de signal, sacrifiant l'occasion de préparer les jeunes à la rentrée 2021, le maintien des épreuves risque d'approfondir l'inégalité des chances. Le gouvernement ne dispose plus que de quelques jours de réflexion pour les annuler. ■

Philippe Askenazy est chercheur au Centre Maurice-Halbwachs (ENS-CNRS-EHESS-PSL)

LA PRIORITÉ DEVRAIT ÊTRE LA PRÉPARATION DES JEUNES À LA RENTRÉE 2021 ET D'ESSAYER DE COMBLER LEURS LACUNES

